HAL
open science

La mise en patrimoine des campagnes des nouveaux Länder allemands : un des enjeux de l'intégration territoriale depuis la réunification

Guillaume Lacquement

To cite this version:

Guillaume Lacquement. La mise en patrimoine des campagnes des nouveaux Länder allemands : un des enjeux de l'intégration territoriale depuis la réunification. Publications de l'Université Paul Valéry. Alain Berger (éd.), Dynamique rurale, environnement et stratégies spatiales, Actes du colloque de Montpellier, 13 et 14 septembre 2001, p. 267-278, 2001. hal-02459455

HAL Id: hal-02459455

https://univ-perp.hal.science/hal-02459455v1

Submitted on 29 Jan 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La mise en patrimoine des campagnes des nouveaux Länder allemands : un des enjeux de l'intégration territoriale depuis la réunification

Guillaume LACQUEMENT[1]

Dans les sociétés occidentales contemporaines, la mise en patrimoine des campagnes consiste dans la valorisation à des fins d'aménagement et de développement local, d'une partie de leurs attributs sensibles, reconnus et retenus comme éléments constitutifs de l'identité territoriale. Cette intention procède du regard normatif que porte désormais sur la campagne, une société globale devenue massivement urbaine, un regard qui depuis le début des années quatre-vingt du XXème siècle a contribué à renouveler profondément les fonctions socioéconomiques affectées aux campagnes. Alors qu'elles ont été cantonnées par les politiques de redressement économique et de modernisation structurelle de l'après-guerre dans une fonction quasi exclusive de production de biens alimentaires, les campagnes assument aujourd'hui des fonctions de plus en plus diversifiées, associant à la précédente, la fonction de résidence périurbaine sur des aires concentriques de plus en plus étendues autour des villes, et celle de conservatoire des milieux naturels et des paysages agraires, produits culturels offerts à la consommation touristique.

Cette réinvention de la campagne n'est pas un fait social totalement nouveau, surtout dans les pays germaniques, où la tradition paysagiste d'origine aristocratique et les mouvements naturalistes de la fin du XIXème siècle et du début du XXème siècle, au recrutement plus populaire, manifestent de longue date une sensibilité particulière à l'égard de la protection de nature et de la préservation des paysages agraires, la première en tant que ressource, les seconds en tant qu'héritage culturel. Par contre, la réinvention contemporaine de la campagne se nourrit en partie d'une conception élargie du patrimoine rural, qui embrasse tout à la fois le bâti historique et villageois, les paysages naturels et agraires, les savoir-faire traditionnels et les coutumes locales, les productions labellisées enfin, dites encore « de terroir ». Dans le même temps, la valorisation du patrimoine rural a été érigée en projet politique au service de l'aménagement et du développement local, en visant en particulier les campagnes défavorisées par la logique spatiale de l'économie contemporaine, et confrontées à des dynamiques de dépeuplement et de déprise des activités agricoles et rurales.

C'est ce projet politique qui est appliqué aux campagnes des nouveaux Länder allemands depuis la réunification. La mise en œuvre dans l'ex-Allemagne de l'Est, de programmes de valorisation du patrimoine rural à des fins de développement, a pour intention légitime de contribuer au redressement économique de régions rurales en crise, profondément marquées par le rythme et les modalités de la transition à l'économie de marché. Mais, l'importation dans la campagne collectivisée d'un nouveau modèle d'aménagement rural et de développement local est surtout manifeste d'une volonté politique implicite d'intégration territoriale. L'enjeu est politique, mais aussi symbolique, car la restauration et la préservation du patrimoine rural dans les campagnes des nouveaux Länder postule la disparition des vestiges de l'héritage socialiste. Son succès dépend alors nécessairement de l'implication des sociétés locales, car elle est la condition élémentaire de la reconstitution de l'identité territoriale.

---

[1] Maître de Conférences, Département de Géographie de l'Université de Perpignan, membre de l'UMR 5045 du CNRS « Mutations des territoires en Europe », Université Paul Valéry-Montpellier III et Université de Perpignan.

1 – En Allemagne, la campagne *est* patrimoine

Pour désigner la campagne, la langue allemande a recours à un terme générique, qui signifie aussi pays : *das Land*. Le terme permet de distinguer la campagne de la ville, car il s'applique aux espaces de faible densité de peuplement et couverts de terres cultivées, de landes et de forêts. Mais, plus encore, il désigne un paysage (*Landschaft*) géographique qui résulte de formes agraires d'occupation et de mise en valeur (agriculture se dit *Landwirtschaft*), et auquel les sociétés germaniques confèrent une valeur culturelle et symbolique forte. En effet, le *Kulturlandschaft*, à la fois paysage « cultivé » et paysage « culturel », si l'on se réfère au double sens du mot allemand *Kultur*, fonde les origines de la civilisation germanique autour de la communauté villageoise, creuset des solidarités paysannes, et cellule socioéconomique essentielle de la mise en valeur et de la transformation harmonieuse du milieu naturel par le travail des générations successives. A ce titre, le *Kulturlandschaft* constitue l'un des éléments fondamentaux de la *Heimat*, c'est-à-dire le pays d'où l'on vient.

a – Les origines historiques du *Kulturlandschaft*

La formation des campagnes germaniques remonte à l'époque médiévale. L'essentiel du peuplement s'est en effet fixé au VIIIème et IXème siècle à la faveur de la sédentarisation des cultivateurs francs, souabes, et bavarois, ou encore thuringiens, saxons et frisons, dans la partie orientale de l'Empire carolingien, puis à partir du XIIème siècle dans le cadre de la colonisation agricole (*Ostsiedlung*) des régions de marche, fondées en terres slaves par les rois de Germanie[2]. La seigneurie foncière (*Grundherrschaft*) a joué un rôle déterminant dans la conquête des terres agricole et dans la genèse des paysages agraires. Les opérations de mise en valeur et le mode d'allocation des tenures paysannes ont donné naissance à des finages remarquables par leur habitat en petits villages-rues et leur parcellaire régulier et laniéré (*Angerdörfer*), dont les variantes se déclinent sous la forme de *Waldhufendörfer* dans les régions forestières partiellement défrichées de la moyenne montagne, et de *Marschhufendörfer* sur les polders du littoral de la Mer du Nord et de la Baltique.

Aux Temps modernes, l'émancipation progressive des communautés villageoises à l'égard de la tutelle seigneuriale par l'octroi de franchises paysannes et par la progression des terres allodiales, a consolidé les structures de peuplement héritées de la colonisation médiévale dans la plus grande partie des territoires germaniques. Par contre, sur les terres situées à l'Est de l'Elbe, l'extension de la seigneurie domaniale (*Gutherrschaft*) a contrarié la croissance des villages de colonisation en concentrant les journaliers dans un habitat établi sur la réserve seigneuriale, à proximité du manoir, résidence du grand propriétaire, le *Junker*. De ce fait, les paysages ruraux de la partie orientale de l'Allemagne ont été durablement marqués par les pratiques d'une économie domaniale, qui a rapidement évolué en capitalisme agraire[3]. Dans les principautés occidentales, au contraire, les campagnes étaient paysannes. Le physiocratisme des princes éclairés et l'abolition des droits seigneuriaux à la suite des guerres révolutionnaires et des conquêtes napoléoniennes ont encouragé la diffusion de ce que l'on appellera plus tard, le « modèle danois » de l'exploitation paysanne, choisie alors comme forme sociale élémentaire d'exploitation agricole, susceptible d'intégrer rapidement le progrès technique au profit de la croissance de la production. A partir du XIXème siècle, le mouvement coopératif a alors joué un rôle considérable dans la relative prospérité de

[2] HIGOUNET Charles : *Les Allemands en Europe centrale et orientale au Moyen Age*, Aubier, 1989, 454 p..
[3] BARRAL Pierre : *Les sociétés rurales du XIXème siècle*, Paris, 1978, 326 p..

l'économie paysanne[4]. Il a en outre permis de maintien d'une structure de petites et moyennes exploitations, qui s'est longtemps traduite dans le paysage agraire, par un émiettement parcellaire extrême, caractéristique des régions de partage successoral égalitaire (*Realteilungsgebiete*).

Les formes historiques de la mise en valeur ont façonné à l'échelle locale une très grande variété de paysages agraires. L'échelle des grandes unités naturelles permet néanmoins de distinguer les champs ouverts (*offene Acker- und Wiesenlandschaft*) de la Plaine du Nord, les bocages (*Heckenlandschaft*) et prairies complantées (*Streuobstwiese*) de la moyenne montagne, les vignobles (*Weinbaugebiete*) des vallées méridionales, et les prairies d'altitude et les alpages (*Hochweiden und Almlandschaft*) entretenus par les sociétés de paysans montagnards (*Bergbauern*) des Alpes bavaroises. Partout, sauf peut-être dans les *Börde*, les régions de la bande de loess, la forêt s'est maintenue comme composante essentielle des finages.

b – Un fait socioculturel

Ces campagnes agricoles et forestières ont acquis dès le XIXème siècle une dimension patrimoniale, largement inspirée du mouvement romantique. Le compositeur et pianiste Ernst Rudorff (1840-1916) est considéré comme le père de l'idée de protection de la nature et des paysages. Sa critique du progrès technique et de ses effets sur la transformation des paysages agraires[5] l'a conduit à formuler le concept de *Heimatschutz*, c'est-à-dire de « protection du pays natal », un concept qui se fonde à la fois sur le regard esthétique que porte le romantisme sur la nature, et sur l'identification culturelle des origines de la germanité. Ce romantisme politique considère la campagne comme le conservatoire des vestiges d'une histoire agraire, fondatrice de l'identité nationale. Il magnifie chacun des éléments naturels et culturels qui composent le paysage rural, comme autant de métaphores d'un ordre social organique et traditionnel, valorisé par la critique du progrès technique et de la société urbaine.

Ces conceptions se sont largement diffusées dans la société allemande du XIXème siècle. Ainsi, effrayée par l'ampleur de l'exode rural et la naissance du prolétariat, la bourgeoisie wilhémienne s'appropria la vision romantique de la campagne, pour légitimer sa réaction conservatrice à l'égard des changements économiques et sociaux. Dans le même temps, des nombreux mouvements naturalistes exprimèrent une sensibilité plus populaire à l'égard de la protection de la nature et des paysages, comme les mouvements de jeunesse, connus sous le nom de *Wandervogel*, qui furent pour nombre d'entre eux, des mouvements de retour à la nature et à la campagne critiques et protestataires.

c – Une institutionnalisation précoce de la protection

Ces mouvements sociaux ont joué un rôle déterminant dans l'adoption en Allemagne, des premières politiques de protection de la nature (*Naturschutz*) et de conservation des paysages (*Landschaftspflege*). Ernst Rudorff fit activement la promotion du modèle patrimonial américain des « monuments de la nature ». Il bénéficia de l'influence des scientifiques et notamment du botaniste Hugo Conwentz, dont les travaux[6] furent pris en

---

[4] HENNING Friedrich-Wilhem : *Landwirtschaft und ländliche Gesellschaft in Deutschland*, Padeborn, München, Wien, Zürich, Band 1. *800 bis 1750*, 3. Auflage, 1996, 287 p., Band 2. *1750 bis 1986*, 2. Auflage, 1988, 314 p..

[5] RUDORFF Ernst : *Über das Verhältnis des modernen Lebens zur Natur*, 1880. Cité par BRUCKMEIER Karl : « L'espace rural en Allemagne. Agriculture et protection de la nature », in JOLLIVET Marcel (dir) :*Vers un rural post-industriel, rural et environnement dans huit pays européens*, L'Harmattan, 1997, pp. 309-350.

[6] CONWENTZ Hugo : *Die Gefährdung der Naturdenkmäler und Vorschläge zur ihrer Erhaltung*, 1904.

compte, au moment où furent créées, en 1906, en Prusse, les premières institutions publiques compétentes en la matière. (*Staatliche Stelle für Naturdenkmalpflege*). Le périmètre du premier parc naturel a été tracé après la Première Guerre mondiale, en 1921, dans la région des Landes de Lunebourg (*Naturpark Lüneburger Heide*). Dans les années 1920 toujours, le régime de Weimar a fait de la protection de la nature et du paysage, un devoir d'Etat et l'inscrivit dans la nouvelle Constitution, comme contribution à l'amélioration du bien-être social. En 1935, la protection de la nature a été codifiée par une loi générale (*Reichsnaturgesetz*). Mais, en instituant dans le même temps, un culte archaïque et mystique de la nature, le régime nazi pervertit l'idée de *Heimatschutz*, en l'asservissant à l'idéologie belliqueuse et expansionniste de « l'espace vital » (*Lebensraum*).

Malgré son institutionnalisation précoce, la protection de la nature et du paysage a été occultée par les politiques contemporaines de modernisation agricole qui, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, ont soumis les campagnes à un processus de transformation rapide et brutal. En RFA, comme en RDA, les impératifs du redressement économique leur ont assigné une fonction quasi exclusive de production agricole, qui a confiné les dispositifs de protection et de préservation à des zones soustraites de la mise en valeur pour des raisons d'observation scientifique. Les politiques publiques d'aménagement rural avaient pour objectif prioritaire d'améliorer les performances économiques des structures de production, grâce principalement à des opérations de remembrement, à la généralisation de la mécanisation des travaux agricoles, et au développement dans les zones rurales des infrastructures de transport et de communication. En RFA, l'intégration des activités agricoles dans des filières et des bassins spécialisés de production a avantagé les régions qui bénéficiaient de la meilleure rente naturelle (*Börde* céréalière, vallées viticoles, zones herbagères et fourragères des élevages intensifs), tandis que les régions les moins productives souffraient de la déprise économique et de l'accélération de l'exode rural (*Mittelgebirge*, hautes vallées alpines). En RDA, le collectivisme agraire a maintenu des densités rurales et agricoles relativement élevées, mais au prix d'une transformation brutale des structures de production. Les campagnes socialistes ont été dominées pendant quarante ans par des exploitations mécanisées et spécialisées de grande taille. Les fermes d'Etat (*VEG = Volkseigne Güter*), édifiées sur les anciens domaines nobiliaires expropriés par la réforme agraire de 1945 (*Bodenreform*), et les coopératives de production (*LPGen = Landwirtschaftliche Produktionsgenossenschaften*) formées dans les années cinquante à partir du regroupement forcé des exploitations paysannes, ont concentré les fonctions de production agricole et les tâches d'aménagement rural et d'administration locale sur des territoires réunissant plusieurs finages villageois. En RFA, comme en RDA, la modernisation agricole des campagnes se solde par une altération plus ou moins avancée du paysage agraire hérité, troublant les mécanismes de l'identification territoriale.

2 – La valorisation patrimoniale, projet de développement local dans les campagnes défavorisées des nouveaux Länder

Depuis les années quatre-vingts du XXème siècle, la crise du système productiviste et l'abandon du collectivisme dans les nouveaux Länder (1989-1991) ont conduit les autorités allemandes à redéfinir les politiques de développement local en faveur du renouvellement des fonctions de l'agriculture et de la diversification des activités rurales, en particulier dans les campagnes marginalisées par la logique spatiale de l'économie contemporaine. Les programmes d'aménagement rural s'attachent à promouvoir les activités susceptibles de restaurer et de conserver la diversité du patrimoine rural à des fins de développement touristique. Dans l'ex-RDA, l'intention a en plus valeur de symbole, car elle tire un trait sur l'héritage socialiste.

a – Dans le contexte de la réunification, un des enjeux de l'intégration territoriale

Parce qu'elle se formule autour du concept de « développement durable », la nouvelle version de la loi d'aménagement du territoire, adoptée en Allemagne en 1998, fait de la valorisation patrimoniale un des termes-clé de la politique d'aménagement rural et de développement local. Dans les nouveaux Länder, elle constitue apparemment un des enjeux majeurs de l'intégration territoriale, car elle s'applique à des régions relativement plus rurales et à des campagnes profondément marquées par la crise de transition.

En effet, dans la partie orientale de l'Allemagne, les espaces ruraux s'étendent sur 70 000 km², c'est-à-dire sur les 2/3 de la superficie totale et rassemble le 1/3 des habitants, alors que dans les anciens Länder, ils représentent 1/3 de la superficie et environ 17,7 % de la population[7]. Le territoire de l'Allemagne réunifiée est donc marqué par une discontinuité majeure de peuplement, opposant des régions occidentales plus denses et plus urbanisées et des régions orientales plus rurales[8]. A l'échelle des cinq Länder orientaux, les catégories spatiales de la politique d'aménagement du territoire révèlent des disparités qui affectent tout à la fois les densités de peuplement et les formes de la polarisation territoriale. Elles distinguent ainsi :

- Les régions rurales situées à proximité des grandes agglomérations et des zones de forte densité, principalement les couronnes périurbaines de Berlin et des trois agglomérations saxonnes de Halle-Leipzig, Plauen et Dresde.
- Les régions rurales des zones de densité moyenne, organisées autour de centres urbains aux fonctions de commandement plus ou moins étendues. Elles s'étendent dans la plupart des circonscriptions (*Kreise*) de Thuringe, dans la région de Magdebourg en Saxe-Anhalt, ainsi qu'aux environs de Rostock dans le nord du pays, et dans la région de Cottbus et de Görlitz au sud-est du pays.
- Enfin, les régions rurales de faible densité, dépourvues de centres urbains de commandement. Elles couvrent le nord de la Thuringe, la plus grande partie du Brandebourg à l'exception de la couronne périurbaine de Berlin, le nord de la Saxe-Anhalt et pratiquement tout le Land de Mecklembourg.

Depuis l'entrée en vigueur du Traité d'union monétaire en juillet 1990, ces régions rurales de l'est de l'Allemagne ont vécu la transition au marché sur le mode de la rupture. Partout l'introduction de l'économie de marché s'est traduite par la désorganisation des structures économiques et sociales qui avaient été imposées et figées par la planification socialiste[9]. Partout, la crise économique provoquée par la démantèlement des structures collectivistes et l'adaptation des nouvelles exploitations agricoles au marché, s'est accompagnée d'une déprise globale des activités rurales, lourde de conséquences négatives sur la dynamique du peuplement, l'occupation de l'espace agricole et l'évolution des paysages ruraux[10].

b – Eléments de diagnostic territorial

---

[7] GRAJEWSKI Regina, SCHRADER Helmut und TISSEN Günter : « Entwicklung und Förderung ländlicher Räume in den neuen Bundesländern », in *Raumforschung und Raumordnung*, Nr. 4/5, 1994, p. 271.

[8] *Raumordnungsbericht 2000*.

[9] LACQUEMENT Guillaume : *La décollectivisation dans les nouveaux Länder allemands, acteurs et territoires face au changement de modèle agricole*, L'Harmattan, 1996, 256 p..

[10] Cf. exemple des campagnes du Land de Mecklembourg-Poméranie, LACQUEMENT Guillaume : « Les programmes communautaires d'aide à l'agriculture et au développement local dans les nouveaux Länder allemands : le cas du Land de Mecklembourg-Poméranie », in Daniel PERRAUD (dir) : *L'Europe verte, les acteurs régionaux des politiques communautaires agricoles et rurales*, INRA éditions, 2000, pp. 257-282.

Cette situation de crise globale est prise en compte par la politique d'aménagement du territoire, qui dans sa démarche de diagnostic et de prospective, a établi une typologie spatiale, dans l'intention de cibler les priorités de l'action publique. Le rapport de présentation du diagnostic territorial différencie quatre types de régions rurales sur la base de critères pour l'essentiel, démographiques, socioéconomiques et fonctionnels[11] :

- Les régions rurales situées à proximité des grandes agglomérations (*ländliche Gebiete in der Nähe von Agglomerationsräumen*) forment de grandes couronnes périurbaines qui ont conservé un « mode rural » d'occupation et des activités agricoles, mais où le développement des fonctions résidentielles et récréatives, comme l'implantation de nouvelles activités de services et de production, ont favorisé la progression des densités et exigent que l'action publique prévienne les risques de la pression résidentielle et de la croissance de la circulation automobile.
- Les espaces ruraux en reconversion fonctionnelle forment la seconde catégorie territoriale (*ländliche Räume mit wirtschaftlicher Entwicklungsdynamik*). Ils se caractérisent par la multiplication des nouvelles activités dans les secteurs secondaires et tertiaires et la diminution relative de l'emploi agricole. La dynamique de reconversion fonctionnelle bénéficie en particulier de bonnes conditions d'accessibilité et de la politique publique d'équipement en infrastructures et en établissements de formation professionnelle.
- La troisième catégorie, celle des régions rurales de production agricole ou de développement touristique (*ländliche Räume mit guten Einkommensmöglichkeiten in der Landwirschaft oder Potenzialen im Tourismus*), fait état de deux spécialisations fonctionnelles rémunératrices. Pour la première, l'organisation des filières de production et la compétitivité des structures d'exploitation permettent d'envisager le maintien d'une activité agricole viable. Dans le cas de la seconde, le potentiel de développement se fonde sur l'attractivité des paysages naturels et agraires, valorisé comme produits d'appel de la consommation touristique. Les politiques publiques peuvent contribuer ici au renforcement des filières d'activités.
- Cependant, le diagnostic territorial signale que la grande majorité des régions rurales des nouveaux Länder relèvent de la dernière catégorie spatiale, celle des campagnes défavorisées (*strukturschwäche ländliche Räume*). D'après les experts du ministère de l'aménagement du territoire, ces campagnes cumulent les problèmes structurels qui hypothèquent leur devenir : très faible densité de peuplement, insuffisance des infrastructures techniques et sociales, offre limitée de transports publics, chômage agricole et rural, faible niveau d'investissement et crise financière des collectivités locales, faible natalité, vieillissement et émigration des populations jeunes et qualifiées.

c – Les principaux instruments de la politique de restauration et de préservation patrimoniale

Dans les campagnes de l'Allemagne orientale, l'agriculture ne participe plus qu'à 2% du PIB et n'occupe plus que 4% de la population active[12]. De ce fait, même dans les régions où certaines exploitations agricoles ont atteint un niveau de productivité suffisant pour dégager des revenus substantiels, se pose le problème de la déprise des activités rurales et du chômage structurel. Aussi, la politique publique préconise-t-elle principalement de mobiliser les acteurs du développement socioéconomique autour de la mise en valeur des paysages agraires et de la protection des milieux naturels, comme produits d'appel de l'économie

[11] *Raumordnungsbericht 2000*.

[12] Part de l'agriculture dans le PIB et part des actifs agricoles dans la population active totale en 1999 : 3,1% et 6,03% en Mecklembourg-Poméranie ; 1,8% et 3,47% en Thuringe ;1,9% et 4,23% en Brandebourg ; 2,1% et 3,65% en Saxe-Anhalt ; 1,4% et 2,86% en Saxe. Cf. *Statistische Jahrbücher 2000* des cinq Länder.

touristique[13]. Dans les campagnes de l'ex-Allemagne de l'Est, l'intention exige une entreprise de restauration du patrimoine rural, dégradé par la logique territoriale du collectivisme, mise en œuvre par des coopératives omnipotentes, qui assuraient à l'échelle de plusieurs finages villageois, non seulement des fonctions de production agricole, mais encore des tâches de gestion des infrastructures et des réseaux locaux.

L'action publique consiste alors depuis la réunification dans l'application des grands programmes fédéraux qui servent en Allemagne de l'Ouest depuis la fin des années 1970, la politique structurelle en faveur des espaces ruraux : le programme d'amélioration des structures économiques régionales et le programme d'amélioration des structures agricoles et de la protection du littoral[14]. Dans le cadre du premier, Bund et Länder financent par des subventions aux collectivités locales, l'amélioration des infrastructures, et par des aides aux entreprises, la création et le maintien de l'activité. Le second se concentre spécialement sur l'adaptation structurelle du secteur agricole (aide à l'installation et à l'investissement, aides compensatoires aux handicaps naturels, financement des opérations de remembrement et de restauration des chemins d'exploitation) et sur l'amélioration des conditions de vie à la campagne (prise en charge des opérations de rénovation du bâti villageois et reconstitution des réseaux)[15]. Les campagnes des nouveaux Länder bénéficient de la politique régionale de l'Union européenne[16] et en particulier du programme LEADER.

Le dispositif accompagne donc la privatisation des structures de production, d'un ensemble de mesures qui visent implicitement à gommer dans les paysages agraires et à soustraire du patrimoine rural, les vestiges de l'héritage collectiviste. Développées en particulier dans des périmètres d'aménagement aux superficies et aux niveaux de protection variés (parcs nationaux, parcs naturels régionaux et réserves de biosphère), elles s'appliquent surtout à la rénovation du bâti, au traitement des friches industrielles, à la revégétalisation des friches minières, à la modification des systèmes de cultures, à la réintroduction de nouveaux cheptels, à l'extensification des modes de culture et d'élevage, à la reconstitution des réseaux de chemins ruraux, et à la restauration de certains éléments structurants du paysage agraire traditionnel comme les haies du bocage[17]. En contribuant ainsi à la reconstitution d'une identité territoriale, l'entreprise de restauration patrimoniale a une fonction politique et une valeur symbolique. Dans les campagnes de l'ex-Allemagne de l'Est, la restauration et la préservation des éléments qui fondent le sentiment identitaire dans la *Heimat*, participe activement au processus d'unification et d'intégration territoriale.

3 – Patrimoine rural et sociétés locales

---

[13] Bundesministerium für Verbraucherschutz, Ernährung und Landwirtschaft : « Politik für ländliche Räume, Ansätze für eine intergrierte regional- und strkturpolitische Anpassungsstrategie », Annexe au *Agrarbericht 2000*.

[14] *Gemeinschatsaufgabe für die Verbesserung der regionalen Wirtschaftsstruktur* (*GRW*) et *Gemeinschaftsaufgabe für die Verbesserung der Agrarstruktur und des Küstenschutzes* (*GAK*).

[15] GRAJEWSKI Regina, SCHRADER Helmut und TISSEN Günter : « Entwicklung und Förderung ländlicher Räume in den neuen Bundesländern », in *Raumforschung und Raumordnung*, Nr. 4/5, 1994, pp. 270-278.

[16] A la suite de la réunification, les cinq nouveaux Länder allemands ont bénéficié des mesures de l'objectif 1 (régions en retard de développement) et de celles de l'objectif 5b (développement des zones rurales) de la politique régionale de l'Union européenne. Depuis la réforme de l'Agenda 2000, ils sont éligibles à l'objectif 1 (régions en retard de développement) et au volet rural de l'objectif 2 (reconversion économique et sociale dans les zones rurales en déclin).

[17] LACQUEMENT Guillaume : « Le devenir des espaces marginaux dans les nouveaux Länder allemands : la moyenne montagne et l'exemple du Massif de Thuringe », in Jean-Paul DIRY : *Moyennes montagnes européennes, nouvelles fonctions, nouvelles gestions de l'espace rural*, CERAMAC, Clermont-Ferrand, 1999, pp. 497-520.

L'étude du contenu des programmes LEADER II[18] permet de comprendre les mécanismes de la reconstitution de l'identité territoriale dans les sociétés locales de l'ex-Allemagne de l'Est. Fondés sur le principe de la valorisation de l'initiative locale, ils sont en tout cas l'un des indicateurs de la diffusion de l'innovation et du degré d'appropriation par les sociétés de la campagne anciennement collectivisée, des modèles d'aménagement importés et promus par l'Europe communautaire en faveur des régions rurales défavorisées.

a – Quelques opérations de restauration patrimoniale dans la campagne anciennement collectivisée[19]

Le *Kreis* de Prignitz se situe dans le nord-ouest du Land de Brandebourg. Cette région de plateaux et de collines aménagées dans le substrat morainique, souffre depuis la réunification de la crise de ses activités agricoles, désavantagées par la médiocrité de la rente naturelle, et du démantèlement de ses industries de main d'œuvre. Les représentants de l'administration locale et agricole proposent dans le cadre de l'application d'un programme Leader II, et en coopération avec un groupement de 25 producteurs de lin, de relancer la production textile d'une filature abandonnée. Le projet vise à créer 5 emplois industriels de conception et d'exécution, à maintenir des débouchés à l'activité agricole, et à conserver les superficies plantées en lin dans une région de l'Allemagne qui en est traditionnellement la principale productrice.

A l'est du Land, dans la vallée de l'Oder, les autorités locales ont décidé de développer un système d'information touristique sur la base d'une centaine de panneaux présentant une carte de situation, ainsi que des renseignements sur les sites remarquables de la région, les possibilités de restauration et d'hébergement, la vente de produits régionaux et les circuits de randonnée. Le programme prévoit d'autre part d'aménager le long du canal de l'Oder des quais d'embarquement et d'accostage, destinés aux bateaux de tourisme et de compétition : l'intention est de valoriser la région des marais de l'Oder comme l'une des étapes de la navigation de loisir entre Berlin et la Pologne. Par ailleurs, dans les environs de Francfort sur l'Oder, le responsable d'une ancienne coopérative agricole, dont la restructuration a conduit à la création d'une entreprise sociétaire de type SARL, a entrepris de reconvertir quelques-uns des bâtiments désaffectés en complexe touristique et sportif : deux entrepôts ont été transformés en salles polyvalentes, une partie de l'atelier de mécanique accueille désormais une salle de remise en forme et de body-building, l'ancien hangar à tracteurs a été reconverti en écurie de 25 boxes, une petite pension a enfin été aménagée dans les anciens locaux de l'administration.

Le *Kreis* Nordwestmecklenburg s'étend dans une région de basses collines morainiques en bordure de la Mer Baltique. La restructuration de l'agriculture socialiste dans une région désavantagée par la médiocrité de la rente naturelle a eu des effets dévastateurs sur l'emploi rural. Aussi, les représentants de l'administration locale et les responsables professionnels des différents corps de métier souhaitent-ils tirer parti de l'attraction du littoral et de la situation d'arrière-pays de Hambourg et de Lubeck, afin de développer les activités d'accueil touristique, sur la base de la restauration du patrimoine rural et de la protection de l'environnement. Une ancienne coopérative agricole désaffectée a été transformée en parc d'activités et en centre d'innovation rurale : il doit accueillir des entreprises spécialisées dans les métiers de l'environnement (promotion et utilisation des énergies renouvelables, traitement sélectif des déchets, recyclage des matériaux), ainsi qu'un centre de formation aux métiers traditionnels de la construction. Les collectivités locales du parc naturel régional de Schalsee financent par ailleurs les mesures de préservation du paysage agraire, de restauration du bâti villageois et de commercialisation des produits de labels et de l'agriculture biologique.

Dans le Land de Saxe-Anhalt, six communes du piedmont septentrional du massif du Harz se sont associées pour financer la restauration des bâtiments d'un ancien grand domaine nobiliaire. Le manoir doit accueillir un cabinet de réflexion et de conseil en matière de développement local. Les écuries doivent abriter un marché paysan permanent, spécialisé dans la commercialisation des produits de l'agriculture biologique. Les dépendances sont mises à la disposition de PME de l'agroalimentaire et de la construction, travaillant sur la base de la perpétuation des savoir-faire traditionnels et de l'innovation.

Enfin, dans la région de Sonneberg, dans le massif de la Forêt de Thuringe (*Thüringerwald*), les administrations locales et les syndicats agricoles où sont majoritairement représentées les entreprises sociétaires

[18] Cf. annexe.
[19] Source : *Deutsche Vernetzungsstelle LEADER II in der Bundesanstalt für Landwirtschaft und Ernährung*, Frankfurt am Main, 1998 und 2000.

qui ont pris la succession des coopératives socialistes, se sont de même engagés dans une action de restauration et de valorisation patrimoniale. Une des tours de garde de l'ancienne zone frontière interallemande a été réaménagée en table d'orientation et d'observation du paysage, et en centre d'accueil et d'information touristique. Un ancien centre de vacances socialiste a été transformé en gîte d'étape pour les randonneurs. Certaines des exploitations agricoles de la région se sont associées pour mettre en place une bourse au commerce du foin, afin de valoriser une production qui permet de maintenir l'activité agricole et les paysages des prairies de fauche dans la montagne.

b – L'intégration du modèle importé

Ces programmes de développement local font référence à une grande variété d'éléments patrimoniaux qui se distribuent en quatre catégories principales : le bâti, les paysages, les savoir-faire traditionnels, les produits locaux[20]. Cette distribution exprime apparemment une conception élargie et populaire, en tout cas moins restrictive et élitiste qu'en France par exemple, du patrimoine rural. Le processus de désignation par les sociétés locales contemporaines des éléments constitutifs du patrimoine rural s'inscrit dans la tradition germanique du *Heimatschutz*, de la préservation du « pays natal ». Mais plus encore, les opérations de valorisation patrimoniale témoignent de l'intégration du modèle de développement importé dans les nouveaux Länder depuis la réunification. Les sociétés locales s'impliquent en effet dans la création de véritables produits touristiques, au sein desquels le patrimoine joue le rôle de ressource principale. Sa valorisation crée en aval de nouvelles activités économiques, dont la localisation et la pérennité dépendent en grande partie de la direction des flux touristiques et du niveau de fréquentation, en fait d'un effet de rente, à l'origine de nouvelles inégalités spatiales.

Dans ce processus de mise en concurrence des « aménités » rurales, le rôle des acteurs locaux est déterminant. Car la diffusion de l'innovation se heurte souvent dans les campagnes de la partie orientale de l'Allemagne, à la résignation des populations locales, profondément marquées par le choc de la transition économique[21]. L'implication des acteurs locaux se mesure à l'engagement de ceux qui ont refusé la solution de l'émigration vers les pôles d'emploi de l'Allemagne de l'Ouest[22], et qui mobilisent leurs compétences, leurs prérogatives et leurs biens au service du nouveau projet territorial. Les partenaires publics et privés des nouveaux programmes d'aménagement, en particulier ceux qui composent les groupes d'action locale des programmes LEADER II, se recrutent en grande partie parmi les héritiers du collectivisme agraire. L'équation sociale ne se réduit pas à un simple processus de reconversion des anciennes élites. Mais, on observe que les entreprises agricoles sociétaires qui ont pris la succession juridique des coopératives socialistes, s'imposent partout comme des partenaires privilégiés, et parfois, dans les campagnes les plus meurtries, comme des partenaires exclusifs. Par les superficies qu'elles mettent en valeur et par les activités d'amont et d'aval qu'elles ont développées, elles participent activement à la dynamique de l'économie locale et à la réinvention du patrimoine rural.

c - Du passé collectiviste, faisons table rase ?

Pourtant, dans les campagnes de l'ex-Allemagne de l'Est, la démarche de valorisation patrimoniale semble tirer un trait sur l'héritage socialiste, pour exhumer et préserver tout ce

[20] Cf. Annexe.
[21] LACQUEMENT Guillaume : *La décollectivisation dans les nouveaux Länder allemands, acteurs et territoires face au changement de modèle agricole*, L'Harmattan, 1996, 256 p..
[22] Cf. essai de typologie des attitudes sociales face à la transition économique, par WIRTH Peter : « Nachhaltige Erneuerung ländlicher Räume in den neuen Bundesländern, ein ganzheitliches Innovationskonzept », in *Raumforschung und Raumordnung*, Nr. 5, 1996, pp. 339-341.

que le collectivisme agraire a voulu faire disparaître ou a dégradé au nom du progrès technique et de la lutte des classes. La *Heimat* s'identifie à la campagne traditionnelle, telle qu'elle existait avant la Seconde Guerre mondiale, dans la diversité de ses paysages agraires, des styles de son bâti villageois et de ses techniques de production. Les mécanismes de la reconstitution de l'identité territoriale semblent rejeter la campagne socialiste et la monotonie de ses lignes, de ses formes et de ses couleurs, que l'ancien régime avait voulu uniformes, gommant les unes après les autres, par la spécialisation productive et la modernisation technique, les aspérités du paysage dessiné par les paysanneries traditionnelles.

Néanmoins, les sociétés locales n'excluent pas de conserver la mémoire de cette période de l'histoire agraire. Le manque de moyens financiers ne suffit pas à expliquer les opérations de reconversion fonctionnelle réalisées dans les bâtiments désaffectés des anciennes coopératives, friches de l'agriculture socialiste. Les vestiges du collectivisme sont parfois valorisés par les sociétés locales, parce qu'elles n'ont pas occulté la mémoire du grand domaine nobiliaire et de l'inégalité des rapports sociaux de production qu'il impliquait[23], parce qu'elles ont vécu récemment les conséquences de la décollectivisation, le chômage de masse et l'émigration des forces vives du village. La reconversion fonctionnelle des bâtiments socialistes invite à en assumer l'héritage. En ce sens, les sociétés locales des nouveaux Länder opposent une identité particulière au processus d'intégration territoriale conduit par la réunification.

[23] Cf. en particulier la question de la privatisation des terres de la réforme agraire, in LACQUEMENT Guillaume : *La décollectivisation dans les nouveaux Länder allemands, acteurs et territoires face au changement de modèle agricole*, L'Harmattan, 1996, pp. 83-111.

Le « patrimoine rural » des nouveaux Länder allemands valorisé par les programmes LEADER II

(Évaluation de l'appropriation par les sociétés locales de l'ex-Allemagne de l'Est de la politique de « mise en patrimoine » des campagnes)

Clés de lecture : A la fin de la campagne LEADER II (1996-2000), on a pu recenser dans les nouveaux Länder allemands, 49 programmes comprenant au total 141 actions en faveur du développement local et de l'aménagement rural. 75 % de ces actions (soit 107 actions) se sont attachées à la valorisation d'un ou plusieurs éléments composant le « patrimoine rural ».

Éléments composant le « patrimoine rural » concernés par les programmes d'action LEADER II			173	100 %
1- Conservation du bâti à des fins de sauvegarde et/ou de reconversion			50	28,9 %
- Bâti historique (châteaux et fortifications) - Bâti religieux (cloîtres, églises, presbytères) - Bâti villageois traditionnel (corps de fermes, moulins, ateliers de ferronnerie, de tissage…, thermes) - Manoirs et dépendances des anciens grands domaines nobiliaires - Bâtiments socialistes (coopératives, fermes d'Etat, maisons du Peuple)			7 3 22 6 12	
2- Préservation et protection des paysages à des fins de sensibilisation et/ou de valorisation			45	26,1 %
- Préservation/restauration des paysages agraires traditionnels (parcellaire, mode de clôture, chemins ruraux …) - Protection des paysages « naturels » par maintien de la diversité de la faune et de la flore			20 25	
3- Conservation et transmission des savoir-faire traditionnels			39	22,5 %
	Conservation dans un musée	Transmission dans un centre de formation aux métiers traditionnels		
- Techniques traditionnelles de production agricole - Métiers ruraux traditionnels (construction, travail de matériaux divers) - Artisanat d'art et art populaire	8 10 8	4 9 0	12 19 8	

4- Valorisation des productions régionales	39	22,5 %
- Produits issus de l'agriculture biologique - Produits agricoles de label / ou de terroir - Autres produits régionaux (laine, tissus, peaux, cuirs) - Bois et cultures locales non alimentaires (lin, roseaux, plantes médicinales)	3 20 9 7	

Source : d'après *Deutsche Vernetzungsstelle LEADER II in der Bundesanstalt für Landwirtschaft und Ernährung*, Frankfurt/Main, 1998 und 2000.
Typologie de l'auteur.